



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### **Négociations sur les changements climatiques à Bangkok : le plus haut responsable des questions climatiques au sein des Nations Unies appelle les gouvernements à avancer volontairement sur la voie tracée en 2010 et à éliminer les lacunes**

(Bangkok, 4 avril 2011) – Prenant la parole au cours de la première séance de négociation de l'année sur les changements climatiques, menée sous l'égide des Nations Unies à Bangkok, Thaïlande, le secrétaire exécutif de la CCNUCC, Mme Christiana Figueres, a demandé aux gouvernements d'amorcer les travaux sur lesquels ils s'étaient entendus en 2010 et de s'efforcer d'éliminer les lacunes dans les actions mises en oeuvre dans le domaine du climat, afin de faire un pas en avant vers un monde où le climat n'est plus une menace.

« Ici à Bangkok, les gouvernements ont la chance de se remettre rapidement à la tâche afin de mener à bien ce qui avait été décidé à Cancún et d'être en mesure de s'attaquer avec succès à la prochaine grande étape, la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de Durban », a-t-elle déclaré. « Si les gouvernements vont de l'avant dans le même esprit de souplesse et de compromis qu'au Mexique, il ne fera alors aucun doute qu'ils pourront beaucoup progresser en 2011 ».

Mme Figueres a affirmé que les gouvernements ont deux grandes missions à accomplir cette année. La première se rapporte aux objectifs de réduction des émissions et aux mesures à prendre pour limiter le réchauffement de la planète sous la barre des deux degrés Celsius, aux termes de l'accord de Cancún. Elle a précisé que jusqu'à présent, la somme des promesses nationales ne représentait que 60 % de ce qui devrait être fait, selon les scientifiques, d'ici 2020, pour satisfaire l'objectif des deux degrés.

Mme Figueres a par ailleurs souligné que les gouvernements se devaient de résoudre en 2011 des questions fondamentales se rapportant à l'avenir du Protocole de Kyoto, accord mondial unique auquel adhèrent la plupart des pays industrialisés, avec des engagements contraignants à l'échelle internationale en vue de diminuer progressivement les émissions. La première période d'engagement en vertu de ce protocole expire à la fin 2012.

« Les représentants gouvernementaux doivent déterminer comment aborder cette question et comment mener une action collective et inclusive », a-t-elle ajouté. « Résoudre ce problème permettra de travailler sur une base plus solide et de fixer des objectifs plus ambitieux de réduction des émissions ».

La deuxième mission dont devront se charger les grands dirigeants politiques consiste à progresser rapidement dans la mise en place des institutions jugées nécessaires l'année dernière



au Mexique et à mobiliser le financement et la technologie voulus pour aider les pays en développement à relever de manière globale et durable le défi que constituent les changements climatiques.

« Il importe de respecter rigoureusement les échéanciers établis à Cancún pour ce qui est des actions et des institutions, afin que le nouveau régime climatique mondial soit bien instauré et fonctionnel en 2012 », a-t-elle indiqué.

Les institutions à mettre en place comprennent un Fonds vert pour le climat destiné à héberger les services internationaux de gestion, de déploiement et de comptabilisation d'un fonds à long terme voué à soutenir les efforts des pays en développement; un mécanisme technologique en faveur des technologies propres; et un cadre pour l'adaptation visant à renforcer la coopération en vue d'aider les pays en développement à se protéger contre les effets des changements climatiques.

Les discussions détaillées sur la façon de lancer le nouveau mécanisme technologique ont été entamées lundi à Bangkok. L'atelier veut examiner certaines questions concrètes, comme ce à quoi devrait ressembler le réseau, ce qu'il devrait comporter et à quelle contribution peut-on s'attendre des institutions concernées.

Les gouvernements ont également commencé à définir les actions à venir en rapport avec les objectifs de réduction des émissions que se sont fixés les pays industrialisés et avec les plans proposés pour limiter les émissions dans les pays en développement. Un atelier de la CCNUCC a eu lieu dimanche sur les objectifs des pays industrialisés et la façon de les satisfaire, suivi lundi d'un autre atelier, celui-là consacré aux mesures d'atténuation menées dans les pays en développement ainsi qu'à leur définition et à l'établissement des niveaux de financement nécessaires.

« Ces discussions sont primordiales, car elles contribuent à donner des idées sur la façon de créer un cadre d'action mondial transparent et réglementé pour la réduction des émissions, les délégués devant s'attacher à examiner toutes les conditions favorables au renforcement de la responsabilisation et de la transparence à la fois pour les pays industrialisés et les pays en développement », a déclaré Mme Figueres. « Même si ces discussions peuvent permettre d'aller encore plus de l'avant, elles ont aussi conduit à reconnaître de manière générale que les objectifs actuels sont clairement insuffisants et qu'ils devraient être nettement plus ambitieux ».

Cette séance de négociation de Bangkok, qui prendra fin vendredi, a attiré environ 1 500 participants provenant de 173 pays, dont des délégués gouvernementaux et des représentants du monde des affaires et de l'industrie, d'organisations environnementales et d'institutions de recherche.

## La CCNUCC

Avec 194 Parties, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques regroupe pratiquement tous les pays de la planète. Le Protocole de Kyoto, qui en est issu en 1997, compte pour sa part 191 États membres. En vertu de ce dernier instrument, 37 États formés de pays hautement industrialisés et de pays en transition vers une économie de marché sont légalement tenus de limiter et de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Le but ultime des deux traités est de stabiliser les concentrations atmosphériques de gaz à effet de serre à un niveau qui n'interfère pas de manière dangereuse avec le système climatique.

Voir également : [unfccc.int](http://unfccc.int)

CCNUCC sur Twitter : @UN\_ClimateTalks

Secrétaire exécutif de la CCNUCC, Christiana Figueres, sur Twitter : @CFigueres

CCNUCC sur Facebook : [facebook.com/UNClimateTalks](https://www.facebook.com/UNClimateTalks)